

Edito: Girouette?

par Marie-Louise Duboin

D'aimables politiciens, qu'on me pardonne cet oxymore*, ont osé qualifier de "girouette" l'électorat français pour avoir infligé une cinglante défaite à la droite, deux ans après avoir éliminé la gauche aux présidentielles.

C'est refuser d'admettre une réalité très simple : le peuple français est au contraire très conséquent, après avoir été enthousiasmé par les discours prometteurs de la gauche, il a été déçu par sa "politique de gouvernement", soumise aux impératifs du néolibéralisme sous prétexte "qu'il n'y a pas d'alternative". Alors il a manifesté cette déception par son vote contestataire au premier tour des présidentielles.

Mais sa contestation ayant débordé, les règles électorales ne lui ont laissé pour le second tour que le choix entre la peste et le choléra. Comment s'étonner alors qu'ayant été victime de la peste, il exprime clairement, dès qu'il en a l'occasion, qu'il n'en veut pas?

Le peuple français n'aime ni les promesses électorales non tenues, ni qu'on lui raconte que c'est pour son bien qu'on lui impose la dégradation, voire le démantèlement sans précédent des services publics. Il n'est pas idiot.

Il voit bien que la France est un pays riche qui a beaucoup de moyens et qui produit beaucoup de richesses.

Et il n'admet pas que ces richesses soient si mal utilisées et si mal réparties. Pour prendre un des problèmes les plus brûlants, celui de la santé, il sait que si on manque maintenant de personnels soignants c'est parce que depuis 20 ans les gouvernements successifs ont décidé de façon odieuse de limiter le nombre de médecins et d'infirmières au niveau de la formation. Il sait pourquoi, et il se doute du poids de certains syndicats de médecins cherchant à valoriser leur profession. (suite page 4)

78 Nord passe à l'Attac

ATTAC 78 NORD N° 16 Mai 2004

La Coudraie se mobilise !



Les premiers concernés, les derniers avertis ! C'est par un communiqué de presse du 16 février 2004 que les habitants de La Coudraie, apprennent la démolition complète de leur quartier. Pire encore, au cours d'une réunion publique, le Maire les exhorte à faire une demande de relogement pour vider le quartier. La phase d'intimidation pour contraindre au départ commence. Aussi, les habitants s'organisent en Collectif pour continuer à vivre à La Coudraie et cela se comprend : les appartements y sont beaux, grands et bien bâtis.

Pourquoi reloger sans projet ? Aux dépens de qui ?

Le maire a créé une cellule de relogement pour réinstaller sur Poissy "prioritairement", dit-il, les 310 familles de La Coudraie.

Mais il n'y a pas de logements sociaux vacants sur Poissy : il y a déjà 1200 demandes en attente à la mairie, et reloger les familles de la Coudraie empê-

cheraient autant de nouvelles familles qui le souhaitent d'habiter à Poissy.

Une politique de logement pour qui ? Sûrement pas pour les revenus modestes... En effet, le maire sait depuis longtemps que La Coudraie est un site convoité à la sortie de la A14, à 15 min de Neuilly/La Défense. C'est pourquoi, depuis des années, aucune action de valorisation du quartier n'a été entreprise. Le quartier a été laissé à l'abandon avec un seul objectif : décourager les familles de rester. Résultat : sur les 600 logements du quartier, 300 sont aujourd'hui vacants et murés...

Avec La Coudraie, le maire confirme sa politique de logement dirigée uniquement vers la spéculation immobilière plutôt que vers la satisfaction des habitants.

Et, puis, après La Coudraie, à qui le tour? Lors de la manifestation du 15 juin, ceux de La Coudraie et ceux soutenant leur initiative citoyenne ont crié:

Oui, à la réhabilitation de La Coudraie ! Mais d'abord pour ceux qui y vivent !

A la mairie, le maire, Jacques Masdeu-Arus, irresponsable est absent et les habitants de La Coudraie manifestent leur colère. Alors, d'un côté, la loi Borloo et, de l'autre, les expulsions d'honnêtes citoyens aux revenus modestes en vue de rénovation urbaine pour les riches!

Mais, attention La Coudraie et tous ceux qui les soutiennent étaient dans la rue et ils reviendront!

Dans ce numéro...

Edito : Girouette?	1
La Coudraie se mobilise!	1
Une autre justice est possible	2
Les élections européennes	2
Houilles, bon anniversaire...	2
Sécurité sociale, l'union...	3
Désobéissance... OGM	4
Le FSL Val de Seine	4
100%??	4

Assemblée générale

Yvelines Nord

dimanche 6 juin 2004 à 9h30

Conflans Saint Honorine

Salle Fin d'Oise

UNE AUTRE JUSTICE EST POSSIBLE!

Par Alexandre Genko-Starosselsky, Avocat au barreau de Paris et membre du pôle juridique d'ATTAC.



Faucheurs d'OGM en correctionnelle. Répression des manifestations altermondialistes. Procès en diffamation contre les journalistes qui enquêtent sur les vraies pratiques des firmes transnationales. De fait, la justice est devenue l'outil privilégié pour bâillonner ceux qui veulent un autre monde. Question : Faut-il seulement se défendre ? Ne devrions nous pas également contre-attaquer, par exemple en demandant des comptes aux multinationales qui profitent à l'étranger du laxisme de certains pays pour y faire travailler des enfants ? Doit-on laisser sans réponse des catastrophes écologiques telles que le Prestige ou Bhopal en Inde et tolérer que les vrais responsables soient impunis grâce à des sociétés écrans ? Est-il possible de supporter plus longtemps la pratique généralisée par nos grandes compagnies de la corruption, du blanchiment et de l'évasion fiscale sur le marché mondial ?

En bref il est clair que trop souvent la logique de marchandisation à outrance devient criminelle et il est tout aussi clair que ce crime-là ne doit plus rester impuni.

Toutefois, des barrières sérieuses se dressent pour réprimer ces infractions car si la mondialisation a fait tomber les frontières pour les marchandises, le droit pénal lui reste souvent cloisonné dans son territoire et les sociétés mères ne sont généralement pas responsables pour leurs filiales.

Heureusement, certaines associations ne se laissent pas impressionner par ces difficultés : Sherpa en France s'est fait connaître pour avoir été à l'origine du procès mettant en cause Total, société qui aurait bénéficié du travail forcé de birmans. ATTAC s'intéresse de près à ces questions et fédère les initiatives. Greenpeace pousse énergiquement un projet de convention internationale prévoyant la solidarité mère fille et l'extra-territorialité du droit de l'environnement. De nombreuses autres associations se joignent à ce mouvement pour s'unir dans les revendications et obtenir l'extension de la responsabilité des transnationales. Plus encore, il est question de créer un forum d'échange des expériences de batailles judiciaires gagnées pour pouvoir multiplier les recours. Un site commun coordonnera les campagnes et mettra à la disposition du public et des avocats des modèles d'assignation. En attendant l'ouverture de ce site (www.uneautrejustice.org) chacun peut agir dès maintenant en se joignant aux plaignants, témoins, avocats et militants qui portent dans l'arène judiciaire le combat contre l'hégémonie néolibérale.

Houilles: Bon anniversaire la sécu !

A Houilles, nous menons une action de défense de la Sécurité Sociale en exposant tous les samedis, jour de marché, devant les locaux de la sécu, une banderole portant l'inscription : "1944 - 2004, BON ANNIVERSAIRE LA SECU, LE DERNIER ?". Une distribution de tracts l'accompagne, avec proposition de signature de la pétition: les contacts noués à cette occasion ont été nombreux et positifs, et ont conduit à l'intégration de nouveaux membres à notre groupe. Un planning des présences a été mis en place, qui permet de faire fonctionner le dispositif dans la durée : nous en sommes à la 7ème semaine !

Nous nous penchons également sur le thème de la mise " hors AGCS " des villes de Houilles et Carrières, et le projet prend forme.

Nos autres objectifs : création de relations avec les organisations de lutte contre le chômage et la précarité, création d'un observatoire des services publics locaux, sont en cours d'élaboration. La croissance et la dynamique du groupe sont le reflet du sentiment d'urgence à agir face à l'agressivité de la politique néo-libérale mondialiste.

Martine et Juan Bertrand-Ramirez

Les élections européennes

Par Jean-Pierre Mon

Après la conquête de toutes les régions de France, à l'exception de l'Alsace et de la Corse, la gauche se doit de confirmer son succès aux élections européennes du mois de juin.

Encore faut-il pour cela qu'elle propose aux électeurs un choix sans ambiguïté. Cela passe par l'affirmation claire de son refus du projet de Constitution proposé par la Convention européenne présidée par Valéry Giscard d'Estaing. Sachant en effet que déjà 60 à 70% des textes législatifs appliqués en France sont des transpositions de directives européennes dans le droit français, on ne peut plus se désintéresser des orientations politique élaborée de l'Union.

Les élections européennes prennent donc une importance capitale pour la vie quotidienne des citoyens français.

L'adoption du projet de Constitution de la Convention européenne accélérerait considérablement la destruction des acquis sociaux et des services publics des populations de l'Union et, notamment, ceux des Français.

Pourquoi faut-il s'opposer à ce projet ?

o Tout d'abord, quoi qu'en aient dit les médias, la Convention chargée d'élaborer le projet de Constitution n'avait rien de réellement démocratique puisque composée de représentants des Parlements européens et nationaux, de membres des gouvernements nationaux et de la Commission européenne qui n'avaient jamais reçu un quelconque mandat de leurs électeurs pour établir une Constitution. (Voir à ce sujet Lignes d'attac, N° 31, novembre 2003).

On ne peut pas accepter qu'un tel acte soit placé au dessus de l'actuelle Constitution française alors qu'il définit des principes fondamentaux en contradiction avec ceux de cette Constitution (notamment en ce qui concerne la laïcité, mais aussi sur bien d'autres points essentiels).

o ensuite, et cela lui donne un caractère inadmissible, **le projet fige de manière définitive, les politiques de l'Union dans une optique totalement néolibérale** : "l'Union offre à ses citoyennes et citoyens [...] un marché unique ou la concurrence est libre et non faussée", fixant ainsi la position européenne pour les négociations à l'Omc et pour l'Agcs. (En particulier, dans cette optique, les services publics, qualifiés dans le jargon de l'Union de "services d'intérêt général" (SIG), sont, eux aussi, soumis à la règle de la concurrence). (suite page 3)

Les élections européennes suite

o avec ce projet, l'Union reste dans l'orthodoxie monétariste la plus rigide avec une Banque centrale européenne totalement indépendante, sans contre-pouvoir politique et dont le rôle essentiel est d'assurer la stabilité des prix.

o enfin, et c'est là une **démarche totalitariste** dont on n'a pas d'exemple dans les Constitutions existantes, si une majorité de citoyens de l'Union souhaitaient un jour proposer une alternative à cette politique néolibérale, il faudrait procéder à une révision de la "Constitution" impliquant l'unanimité des 25 États membres. Ce qui est pratiquement impossible.

Où en sont les partis politiques ?

Très sommairement :

o l'extrême droite et la droite souverainiste sont contre;

o l'UDF et l'UMP sont évidemment pour

o les partis que l'on qualifie d'extrême gauche (LO, la LCR,...) ainsi que le parti communiste sont clairement contre

o avec une grande naïveté (ou une grande hypocrisie ?), les Verts défendent aussi ce projet de Constitution, tout en déplorant d'y retrouver "l'ensemble des détestables politiques libérales actuelles de l'Union et une clause de révision

nécessitant une double unanimité qui rend difficile leur évolution future".

o Quant au parti socialiste, il semble enfin avoir pris la mesure du problème, du moins si l'on en juge par la plateforme adoptée lors de son dernier conseil national intitulée "Une ambition socialiste pour l'Europe". Mais cela n'a pas été sans mal, certains souhaitant faire campagne en faveur de l'adoption d'une Constitution européenne en 2004.

Parmi les mesures que les socialistes souhaitent trouver dans un nouveau projet de Constitution figurent l'exigence de garanties renforcées pour les SIG et le droit d'initiative constitutionnel sur les révisions ultérieures.

À l'issue du conseil national, François Hollande a conclu : "il faut que ces élections soient utiles, utiles pour l'Europe, pour l'Europe sociale, mais aussi pour garantir les acquis sociaux en France".

Ce que nous voulons

Il ne faudrait pas conclure de ce qui précède que nous sommes des nationaux-souverainistes anti-Union à tout crin. Nous sommes clairement contre l'Europe néo-libérale du dumping

social, contre une simple zone de libre-échange où seule compte la marchandisation.

Ce que nous voulons, c'est une Europe démocratique, indépendante des lobbies de toutes sortes, qui respecte les singularités de ses composantes, qui lutte vraiment contre la spéculation financière internationale et les paradis fiscaux ; c'est une Europe dans laquelle les acquis sociaux seront préservés et harmonisés vers le haut, où les services publics seront maintenus et renforcés, l'environnement protégé et la croissance maîtrisée.

Mais il faut être bien conscient que cela ne sera possible que si les pouvoirs politiques reprennent le contrôle total de la Banque centrale européenne (BCE) et des Banques centrales nationales.

Il ne suffit pas de demander, comme le fait ATTAC, que l'Union "puisse emprunter, notamment pour les grands travaux d'infrastructures...", il faut impérativement que les Banques centrales nationales et la BCE, reprennent leur pouvoir régalién de création monétaire qu'elles ont abandonné aux banques privées.

Sécurité sociale: l'union est un combat ! par Lucette Guibert

" L'organisation de la sécurité sociale est fondée sur le principe de solidarité nationale "

Chacun cotise en fonction de ses revenus et reçoit selon ses besoins.

Les enjeux de la réforme

Le budget de la protection sociale est plus important que celui de l'Etat ; il est insupportable pour les libéraux que cet argent échappe aux lois du marché et à la privatisation.

Nous connaissons les buts de cette réforme conforme aux recommandations de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) de privatisation des services ; ils sont clairement annoncés dans des documents économiques, des rapports commandés par le gouvernement ou les documents de travail écrits par les clubs économiques qui l'inspire. S'il y a des variantes sur la manière d'opérer, les buts sont clairs : ce n'est pas soigner mieux, mais gagner plus !

L'enjeu de société est secondaire pour eux : détruire la solidarité entre les générations, les catégories sociales, les actifs et les chômeurs est un dommage collatéral acceptable, car il y a la charité individuelle pour tenter d'y remédier. C'est nous qui vivrons dans une société

d'exclusion, violente et ghéttoisée, si nous laissons démanteler notre sécurité sociale basée sur la solidarité.

" Le riche héritage du Conseil National de la Résistance mérite de ne pas sombrer dans l'oubli ! ". Nous devons refuser ce qu'il appellent cyniquement la " refondation sociale " basée sur l'individualisme et l'égoïsme.

Les propositions

Le déficit sert de prétexte pour présenter l'urgence d'une réforme. Mais le déficit n'est qu'un déséquilibre entre recettes et dépenses qu'il est possible de corriger. Les libéraux veulent nous faire croire que seules leurs propositions sont acceptables, mais d'autres propositions existent élaborées par les groupes politiques.

Attac publie un livre intitulé " Santé-assurance-maladie : quelles alternatives? " que pouvez commander en contactant le siège d'Attac: georges@attac.org

La stratégie du gouvernement

La procédure de réforme par ordonnance a été abandonnée, mais l'agenda est le même. Soumission du projet de réforme aux caisses de Sécurité sociale et au Conseil d'Etat "fin mai", dans le but d'obtenir l'avis du Conseil d'Etat 10 jours plus tard, soit vers le 10 juin, pour une présen-

tation en Conseil des ministres le 16 juin. Les termes de la réforme ne sont toujours pas précisés, mais l'échéance est toujours fin juin début juillet.

Notre action

Des collectifs de défense de la Sécurité sociale se sont créés, souvent à l'initiative ou avec la participation d'Attac.

Travaillent dans ces collectifs des forces syndicales ou politiques, des associations. L'union de ces collectifs est parfois délicate, car si les objectifs sont les mêmes, les propositions d'actions ou le cadre de ces collectifs sont différents. Pour l'instant chacun travaille à la mobilisation, et la convergence des actions est possible. Arriverons nous à manifester ensemble le premier week-end de juin ?

Si nous laissons détruire la solidarité, nous préparons la mise en place d'une société désespérée où prédominent les idées de la droite extrême comme seules alternatives crédibles.

Nous sommes contraints à l'efficacité : nul doute que nous saurons prendre conscience de cette responsabilité face à l'avenir et aplanir nos divergences quand cela deviendra indispensable !

A nous d'agir pour la réussite de ce combat !

Manifestons ensemble le 5 Juin !

Girouette ? suite de la page 1

Et il soupçonne, même s'il ne sait pas tout ce qui se trame, que les groupes pharmaceutiques et les propriétaires de cliniques privées exercent des pressions sur les gouvernements pour continuer à bénéficier de "marges" suffisamment élevées pour satisfaire leurs actionnaires. S'il avait cru aux raffarinades à propos du souci du précédent gouvernement de sauvegarder le régime des retraites par répartition, toutes les publicités qui l'assaillent aujourd'hui pour qu'il souscrive à de mirifiques plans d'épargne afin d'assurer sa retraite, lui ouvrent les yeux.

Il n'est plus dupe.

Et, quand après avoir reçu une magistrale gifle électorale, le Président de la République lui dit " je vous ai compris ! " tout en reconduisant son Premier ministre pour lui infliger la même politique, il prend conscience qu'on se fout de lui... La seule question qui se pose est la suivante : jusqu'où abusera-t-on de sa confiance et de sa patience au nom d'une

soi-disant démocratie ? -

On va bientôt le savoir avec la question européenne. Plus précisément avec la façon dont va lui être présenté le projet de Constitution de l'Union Européenne. Car tel qu'il est, ce projet a surtout pour but d'imposer l'idéologie libérale dans tous les domaines, sans se soucier des dégâts qu'elle engendre, que les peuples constatent dans leur vie quotidienne mais que leurs dirigeants s'obstinent à nier. Et il s'agit de l'imposer de façon irréversible puisque pour changer, le projet exige un vote à l'unanimité de l'Union, ce qui est pratiquement impossible.

On va voir d'une part comment ce principe essentiel sera camouflé et d'autre part, quelle méthode choisira le Président de la République pour le faire passer...

Marie-Louise Duboin

* *oxymore* = "emploi de deux mots incompatibles pour leur donner plus de force expressive"

Désobéissance civile... face aux OGM ?



Les ministres de l'agriculture des Quinze se défaussent sur la Commission laquelle favorable aux OGM lève le moratoire ! Les régions, à commencer par le Poitou-Charentes, se déclarent hors OGM, encourager l'agriculture bio ou de qualité et les OGM sont incompatibles !

70% des Français de tous bords politiques sont opposés aux OGM dans leur alimentation. UFC-Que Choisir ? juge la nouvelle réglementation européenne relative à l'étiquetage OGM insuffisante ! Greenpeace appelle les consommateurs à devenir des " détectives OGM " lors de leurs achats.

Alors, disent les 9deguyacourt: " Il ne reste plus que la désobéissance civile... face aux OGM ! " car comme a dit Gandhi "Renoncer à la Désobéissance Civile, c'est mettre la conscience en prison". La Conf' envisage une journée de fauchage volontaire sur toute l'étendue du territoire français ! Attac Yvelines Nord a adhéré au Comité de soutien aux "Neuf de Guyancourt, 01.39.08.06.91, Réunion débat le 8 juin à Magnanville www.9deguyancourt.tk

**La Sécu,
tous dans la rue
le 5 juin !**

Comité de rédaction

Michel Pelloie 0139586667
Gerty Krzywkowski 0139737626
Annette Blampin 0134510673
Jean Chaudieu 0134514845

Site: www.local.attac.org/78/

Le F.S. L. Les Mureaux -Val de Seine continue de plus belle !

Le personnel des cantines, par sa pétition, initiée par la CGT et soutenu par le FSL, a finalement été titularisé. Le contrat qui lie depuis 1990 ce service à la société Avenance, arrive à échéance en 2005. Il s'agira alors de mettre réellement en concordance le vote de la motion "ville hors AGCS" adopté en décembre 2003, par une remunicipalisation des cantines.

Le FSL appuie aussi le comité des 9deguyancourt et participera au prochain débat public sur les OGM le 8 juin à Magnanville. D'ailleurs, devant les récentes décisions européennes, il serait grand temps que nos communes du Val de Seine se déclarent "Hors OGM"?

Le FSL, aussi très concerné par les problèmes de logement, soutient aussi les habitants de la Coudraie dans leur lutte contre les expulsions et exige la réhabilitation des immeubles!

Tout cela s'ajoute aux débats actuels qui préoccupent le mouvement social: d'abord la **sécurité sociale par une réunion publique unitaire le 17 /06** Mais aussi : le chômage, les sans-papiers, les violences contre les femmes, et au niveau international les conflits en Irak et en Palestine, thèmes évidents pour la **prochaine session d'automne du FSL en préparation**, et les adhérents d'Attac vont pleinement s'y engager!

Site: www.fslvaldeseine.free.fr

Fabienne Lauret

100 % ???
attac

J'ai vraiment pas de pot ! J'avais écrit un article très sérieux sur le pourquoi et le comment faire pénétrer nos propositions dans le vaste monde de la politique. Comme on dit pour alimenter le débat et à l'occasion l'élever. Ma première idée était de profiter des élections européennes. Pas très original, c'est vrai !

Quand patatras, arrive une liste 100% altermondialistes qui me vole mon idée ! Qu'à cela ne tienne, je me dis, à mon tour, je vais leur piquer leurs idées ! Je lis et je relis tout ce que je trouve et ce que je trouve ça dépasse guère les vingt et une propositions pour la constitution européenne que tout le monde connaît et qu'il faut pas laisser les trois prochaines années vides de propositions altermondialistes.

C'est un peu maigre !

A part ça, c'est qu'il faut participer à la chose publique, c'est comment on s'y est pris pour faire une liste et qu'on en a pas trop parlé.

Total, je ne vais pas y passer plus de temps et je vais aller rejoindre les copains qui distribuent des tracts sur les marchés et discutent avec les chalands pour propager nos bonnes idées sur la protection sociale forte et solidaire.

Michel Pelloie